Appel à la mobilisation nationale de la société civile pour un soutien économique, social et psychologique de la jeunesse

Déclaration « Jeunesse, le devoir d'avenir »

PUBLIÉ LE 02/12/2020

Alors que cela fait plusieurs mois que le pays traverse une situation sanitaire, sociale et économique sans précédent, le CESE fait part de ses inquiétudes concernant l'impact de la crise sur les jeunes et souhaite alerter les pouvoirs publics afin d'inciter à de fortes mesures pour mieux les soutenir.
Il présente à cet effet, en présence de plusieurs organisations de jeunesse (dont le Conseil d'orientation des politiques jeunesse, le CNAJEP, le Forum français de la jeunesse, la FAGE, l'Union nationale des missions locales...), un appel à la mobilisation nationale.

Alors que près d'un jeune sur cinq vit sous le seuil de pauvreté et que 15% des étudiants présentent des signes d'épisodes dépressifs majeurs, la crise que nous traversons collectivement depuis près de dix mois vient alourdir le bilan désastreux du bien-être des jeunes dans notre société. L'aggravation de leur détresse financière, sociale et psychologique s'ajoute à une précarisation structurelle en forte croissance ces vingt dernières années. Dans ce contexte particulièrement difficile, les moins de 25 ans sont plus encore confrontés à l'absence problématique de solidarité nationale qui caractérise tristement cette catégorie de la population.
Par ailleurs, l'isolement social dû à la crise sanitaire dont fait l'objet l'ensemble de la population fait empirer les fragilités psychologiques de jeunes déjà affaiblis, et dont les perspectives professionnelles s'assombrissent (multiplication des contrats courts et des périodes de chômage, embauche peu fréquente …).
L'autonomisation et l'émancipation, qui constituent pourtant des étapes majeures dans la construction personnelle et l'accomplissement de soi, sont de plus en plus retardées et semblent à bien des égards très difficile à atteindre. Cela a pour effet d'amenuiser la confiance déjà fragilisée des jeunes en notre modèle de société.
Dans cette perspective, le CESE estime que c'est par la mise en place d'une réforme structurelle de nos politiques de jeunesse que doivent être trouvées les solutions à l'abandon progressif des 18-25 ans ces dernières années. L'élaboration d'une politique permettant de soutenir le plus rapidement et le plus concrètement possible les jeunes, palliant le grave déficit de solidarité qui l'ostracise insidieusement aujourd'hui, doit faire l'objet d'une large concertation afin de garantir aux générations futures l'occasion de construire le monde de demain.

À cet effet, le CESE appelle notamment à :

Garantir aux 18-25 ans l'accès aux minimas sociaux, accompagner et sécuriser les jeunes dans l'entrée dans le monde du travail :
Le Cese estime qu'il est primordial de donner accès aux jeunes à la possibilité de bénéficier d'un minimum de sécurité financière ainsi qu'à des mécanismes facilitant l'insertion professionnelle. Le Cese est convaincu que l'ouverture d'un droit commun ouvert à toutes et à tous et sans condition de ressource permettrait de redonner aux jeunes confiance en la société et en ses dispositifs de solidarité.

Soigner les têtes, retisser des liens qui émancipent :
Le Cese demande à ce que soit mis en place un plan massif afin de donner aux acteurs de la santé mental les moyens de prendre en charge la totalité des jeunes dont la détresse psychologique nécessite d'être accompagnée.
De la même manière, alors qu'ils ont été durement fragilisés par la crise, les associations et les syndicats doivent être soutenus puisqu'ils sont de véritables vecteurs de lien social et d'implication des jeunes dans notre société.

Donner aux jeunes la capacité à agir et à peser sur l'avenir :
Le Cese rappelle enfin que la Convention Citoyenne pour le Climat, organisée par le Cese, a été largement saluée et qu'elle a su répondre à deux enjeux primordiaux : impliquer des jeunes dès 16 ans par le tirage au sort tout en mobilisant une large part de la jeunesse et répondre aux enjeux climatiques. Il s'agit aujourd'hui de donner à la jeunesse les outils permettant leur participation active, notamment en ce qui concerne l'environnement, à l'élaboration de nos politiques et à la construction du monde de demain. Cela permettra de renforcer leur confiance en notre modèle démocratique, assurant ainsi sa pérennité.

Cette déclaration a été présentée en présence des organisations de la société civile, lors d'une conférence de presse en visioconférence organisée par le Conseil économique, social et environnemental le 2 décembre 2020 de 11h à 12h.

Contact presse :
Juliette Prost
06 72 47 53 28
juliette.prost@plead.fr

Télécharger

© - copyright CESE - Mai 2024